

Bruxelles, le 31.3.2016
C(2016) 1851 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 31.3.2016

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 31.3.2016

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002¹ portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes de l'Union, et notamment son article 6, paragraphe 3,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, et notamment son article 56, paragraphe 1, et son article 62,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 1^{er}, paragraphes 12 et 15, du règlement (UE, Euratom) 2015/1929 du 28 octobre 2015² met en place un système de détection rapide et d'exclusion qui remplace le système d'alerte précoce et qui est directement applicable à l'Agence depuis le 1^{er} janvier 2016.
- (2) Il convient donc de supprimer les références au système d'alerte précoce de la décision C(2013) 9189 de la Commission du 18 décembre 2013³.
- (3) La décision C(2013) 9189 énumère en détail les parties des programmes de l'Union dont la gestion est déléguée à l'Agence, les lignes budgétaires dont les crédits correspondent à ces parties de programmes et que l'Agence est chargée d'exécuter en qualité d'ordonnateur délégué, ainsi que les tâches déléguées à l'Agence.
- (4) Les décisions d'exécution de la Commission C(2014) 6856 du 30 septembre 2014⁴ et C(2015) 6151 du 14 septembre 2015⁵ confient à l'Agence la gestion de l'activité

¹ JO L 11 du 16.1.2003, p. 1.

² Règlement (UE, Euratom) 2015/1929 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 286 du 30.10.2015, p. 1).

³ Décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du FED.

⁴ Décision d'exécution C(2014) 6856 de la Commission relative à l'adoption du programme de travail annuel 2015 pour la mise en œuvre d'«Erasmus +»: le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

⁵ Décision d'exécution C(2015) 6151 de la Commission portant adoption du programme de travail annuel 2016 pour la mise en œuvre d'«Erasmus +»: le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

«Dialogue avec les parties intéressées – manifestations nationales» mise sur pied dans le domaine du sport.

- (5) Il convient dès lors de modifier l'annexe I de la décision C(2013) 9189 afin d'inclure le «Dialogue avec les parties intéressées – manifestations nationales» dans la description des parties du programme et des tâches déléguées à l'Agence dans le cadre du programme «Erasmus +».
- (6) Il y a donc lieu de modifier la décision C(2013) 9189 en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision C(2013) 9189 est modifiée comme suit:

- 1) À l'article 3, paragraphe 1, le point j) est supprimé. 2) L'article 12 est supprimé.
- 3) À l'annexe I, le texte des parties du programme qui sont déléguées, section 3 – Sport (chapitre IV), est remplacé par le texte suivant:

«SECTION 3. SPORT (CHAPITRE IV):

1. Le soutien à des partenariats.
2. Le soutien aux manifestations sportives européennes à but non lucratif associant plusieurs pays participants.
3. Une partie du soutien apporté au renforcement des données disponibles pour l'élaboration de politiques, y compris:
 - la mise à disposition d'une partie des études visant à améliorer la connaissance du secteur du sport.
4. Dialogue avec les parties intéressées – manifestations nationales»

Article 2

L'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 31.3.2016

Par la Commission
Tibor NAVRACSICS
Membre de la Commission

